

> Qu'est-ce que la cérémonie de naturalisation (accueil dans la citoyenneté française) ? : Congé pour assister à la cérémonie

# L. 3142-76

Ordonnance n°2019-738 du 17 juillet 2019 - art. 15

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

En cas de différend, le refus de l'employeur peut être directement contesté par le salarié devant le conseil de prud'hommes, statuant selon la procédure accélérée au fond, dans des conditions fixées par décret en Conseil d'Etat.

[service-public.fr](#)

> Qu'est-ce que la cérémonie de naturalisation (accueil dans la citoyenneté française) ? : Congé pour assister à la cérémonie

## Paragraphe 2 : Champ de la négociation collective

# L. 3142-77

LOI n°2016-1088 du 8 août 2016 - art. 9

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Pour mettre en œuvre le droit à congé du salarié mentionné à l'article **L. 3142-75**, une convention ou un accord collectif d'entreprise ou, à défaut, une convention ou un accord de branche déterminent la durée de ce congé.

[service-public.fr](#)

> Qu'est-ce que la cérémonie de naturalisation (accueil dans la citoyenneté française) ? : Durée du congé pour assister à la cérémonie

## Paragraphe 3 : Dispositions supplétives

# L. 3142-78

LOI n°2016-1088 du 8 août 2016 - art. 9

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

A défaut de convention ou d'accord mentionné à l'article **L. 3142-77**, la durée du congé est d'une demi-journée.

[service-public.fr](#)

> Qu'est-ce que la cérémonie de naturalisation (accueil dans la citoyenneté française) ? : Durée du congé pour assister à la cérémonie

[Dictionnaire du Droit privé](#)

> Temps de travail

## Sous-section 8 : Congés des salariés candidats ou élus à un mandat parlementaire ou local.

# L. 3142-79

LOI n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 - art. 85

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

L'employeur laisse au salarié, candidat à l'Assemblée nationale ou au Sénat, le temps nécessaire pour participer à la campagne électorale dans la limite de vingt jours ouvrables.

Le même droit est accordé, sur sa demande, dans la limite de dix jours ouvrables au salarié candidat :

- 1° Au Parlement européen ;
- 2° Au conseil municipal ;
- 3° Au conseil départemental ou au conseil régional ;
- 4° A l'Assemblée de Corse ;
- 5° Au conseil de la métropole de Lyon.

[service-public.fr](#)

> Comment calculer l'ancienneté pour le montant de l'indemnité de licenciement ? : Congés des salariés candidats ou élus à un mandat parlementaire ou local (L3142-82)